



Note de plaidoyer pour l'Assemblée Générale des Nations Unies 1^{er} Octobre 2015
Cosignée par 10 ONGs Internationales travaillant en République Centrafricaine



Photo: Pablo Tosco (Oxfam)

RESUME EXECUTIF

République Centrafricaine :

Un autre regard sur la situation est nécessaire pour améliorer la protection des civils et l'aide humanitaire.

21 septembre 2015

1. SECURITE ET ACCES HUMANITAIRE

En RCA les groupes armés se fragmentent et se multiplient en rendant plus complexe l'accès humanitaire. Les acteurs humanitaires négocient plus difficilement leur présence.

Au sein des ex Séléka : on note par exemple la naissance d'autres groupes politico-militaires tels que le Mouvement Patriotique pour la Centrafrique (MPC) né de la scission avec le FPRC. Au sein du mouvement des Anti-Balaka une seconde coordination dirigée par J. Kokaté & M. Mocom a été créée. Au Nord de Paoua des hommes armés non identifiés venus du Tchad se sont ajoutés à d'autres groupes et rendent insaisissable et imprévisible la sécurité dans le Nord.

L'augmentation de la pression sur les convois humanitaires et les attaques directes contre les acteurs humanitaires montrent à quel point la sécurisation de l'espace humanitaire et le respect des principes humanitaires deviennent cruciaux. De janvier 2014 à juillet 2015, 19 travailleurs humanitaires ont été tués en RCA. 272 incidents dont 138 en 2015 contre les travailleurs humanitaires ont été reportés. Certains axes routiers vitaux sont dangereux pour les convois humanitaires et acteurs humanitaires. Dans la seule préfecture de l'OUHAM les incidents sécuritaires impliquant les ONG sont passés de 23 à 57 entre mai et août 2015.

2. CONTINUITE ET FINANCEMENT DE L'AIDE HUMANITAIRE

Le nombre de personnes déplacées reste préoccupant avec un total de 368 859 personnes déplacées à l'intérieur du pays et près de 466113 réfugiés dans les pays voisins, ce qui représente près d'un quart de la population centrafricaine, sans compter les déplacés qui sont en brousse et qui ne sont pas dénombrés. Jusqu'à présent presque 2.7 millions de personnes sur un total de 4.6 millions sont toujours dans le besoin d'une assistance humanitaire dans un conflit qui a tué près de 5000 personnes. Environ 1268 000 personnes sont confrontées à une grave insécurité alimentaire selon la Phase de Classification Intégrée (IPC) de la sécurité alimentaire du mois d'avril 2015. Moins de 25% de la population a accès à de l'eau potable. Environ 2 millions de personnes qui ont besoin de soins de santé. 1,4 million d'enfants n'ont pas accès à l'éducation. Plus de 6,000 cas de violences basées sur le genre ont été enregistrés et 8000 à 10,000 enfants sont associés aux groupes armés.

Le contexte humanitaire actuel n'a donc pas beaucoup changé, les chiffres et les besoins sont donc toujours quasiment les mêmes et pourtant le Plan de Réponse Humanitaire (PRH) est terriblement sous financé (44%). Seuls 18 % des 613 millions de dollars qui sont nécessaires de toute urgence pour couvrir les besoins en 2015, ont été débloqués à ce jour.

La désactivation du niveau 3 cette année a visiblement conduit à une baisse de la visibilité de la crise et du financement des besoins humanitaires. Le PRH n'atteint pas la moitié des financements espérés. Or la désactivation du L3 ne signifiait pas que les besoins humanitaires dans le pays avaient diminué. Les besoins structurels de développement préexistants à cette crise se cumulent aux problèmes humanitaires. Ainsi l'assistance en RCA devrait répondre à une approche duale et parallèle nécessitant en même temps la continuité de l'aide humanitaire dans les zones encore fragiles et l'appui au relèvement précoce dans les zones déjà calmes

3. PROTECTION DES CIVILS ET ETAT DE DROIT

La protection des civils dans un contexte où l'Etat centrafricain est très peu redéployé et où de nombreuses localités restent encore sous l'influence des groupes armés est une préoccupation majeure en RCA. Les récentes flambées de violence dans le pays confirment la vulnérabilité des civils face aux multiples exactions des groupes armés. De nombreux déplacés internes sur plusieurs sites à Bangui courent le risque d'être de nouveau déplacés.

Le nouveau paysage sécuritaire de la RCA caractérisé par le port généralisé d'armes par les civils, la fragmentation des groupes armés en milices et gangs, la militarisation des groupes d'auto-défense et des éleveurs peuhls et la transnationalisation des dynamiques de conflits vulnérabilise de plus en plus les civils. Les frontières tchadiennes et camerounaises sont aussi devenues depuis plusieurs semaines des foyers d'insécurité ou opèrent plusieurs groupes armés identifiés ou non. Des éléments effectuent constamment des razzias dans les villages frontaliers au Tchad. A cet environnement s'ajoute de graves allégations d'exploitation et abus sexuels (EAS) et de fautes graves contre des communautés déjà affectées par une crise qui pèsent contre les casques bleus et autres forces internationales.

Actuellement l'Etat se réduit à une expression minimale dans certaines villes, localités et régions du pays. Pour le moment très peu de préfets, de gendarmes, de policiers, de juges, de médecins, d'enseignants ou de procureurs ont regagné leurs postes ou, le cas échéant, n'ont pas les moyens pour effectivement faire leur travail. L'accès à la justice pour une majeure partie de la population et l'impunité demeure des enjeux importants en RCA surtout dans un cadre les logements et autres propriétés ont été détruites et illégalement occupés

4. COHESION SOCIALE ET RELEVEMENT ECONOMIQUE

Enfin, l'économie de la RCA subit un énorme ralentissement lié aux violences de ces dernières années. Elle repose historiquement sur l'agriculture, l'élevage et l'exportation des ressources minières. Or les violences qui ont touché ces 3 secteurs ont essentiellement conduit à la déstructuration du tissu social.

La levée partielle par le processus de Kimberley de l'embargo sur le diamant de l'Ouest donnera sans doute un coup d'air à l'économie locale. Mais cette mesure pourrait aussi être source d'une discrimination pour la province de l'Est qui restera sans activités économiques laissant ainsi des interrogations sur le développement inéquitable du pays. L'agriculture demeure un enjeu majeur dans un contexte de belligérance où les parties les plus agricoles du Nord et de l'Ouest sont en proie des insécurités ne favorisant pas la relance du secteur agricole. Le commerce du bœuf qui était la source de revenus principale de près de 300 000 personnes, a gravement été affecté par la crise coupant ainsi l'approvisionnement des marchés dans le pays.

RECOMMANDATIONS A L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

- Concernant l'espace humanitaire, il faut veiller à l'adoption, la signature le respect et la vulgarisation par tous les acteurs des lignes directrices Civilo-militaires afin de garantir le respect des principes humanitaires et la distinction entre acteurs humanitaires et forces armées.
- La communauté internationale devrait maintenir et augmenter son appui en termes de ressources humaines et financières afin de répondre aux problèmes actuels de raréfaction de l'aide humanitaire principalement en matière de distribution d'eau, d'abris, de protection, d'accès à l'éducation et à la santé et surtout actuellement de sécurité alimentaire.
- Compte tenu de l'extrême vulnérabilité de la population civile, les Etats membres de l'Assemblée Générale doivent maintenir un appui soutenu et durable aux opérations humanitaires, répondre généreusement à l'appel humanitaire en faveur de la République centrafricaine et disponibiliser des finances et de l'assistance logistique et technique pour contribuer à la reconstruction du pays.
- La communauté internationale doit donc changer son regard sur le contexte sécuritaire en RCA et remarquer que le mandat de la MINUSCA et son exécution ne sont pas suffisamment robuste pour maîtriser la pléthore de groupes armés dans le pays et leurs effets sur les civils.
- L'esprit de la résolution 2217 regroupe encore les groupes armés en RCA en 3 catégories (ex-Séléka, antibalaka et LRA) alors que la configuration actuelle est toute autre. La stratégie de protection des civils devraient être proactive et ne pas simplement réagir aux exactions contre les civils.
- La MINUSCA devrait établir avec le cluster protection les axes prioritaires d'interventions où la protection des civils est prioritaire.
- Il faut donc aujourd'hui mobiliser suffisamment de fonds de développement pour permettre la relance de l'économie centrafricaine et surtout le redéploiement de l'autorité de l'Etat sur l'étendue du territoire. Ceci permettra de mettre fin à l'impunité actuelle et d'assurer la reconstruction de l'économie.
- La cohésion sociale doit donc être perçue dans une perspective socioéconomique en RCA et les efforts qui ont été consentis pour harmoniser la région Ouest avec les procédures du processus Kimberley devraient aussi être déployés dans la région de l'Est.
- Il est crucial aujourd'hui au regard des personnes déplacées internes et des réfugiés de favoriser les conditions de retour dans la dignité et la sécurité. Mais aussi de développer des politiques de réconciliation et de cohésion sociale pour éviter les risques de stigmatisation.